

## ■ Introduction ■

MARIE-ANNE FRISON-ROCHE

L'on présente la situation de GPA en disant souvent qu'elle est « complexe », ce qui impliquerait mille réflexions avant d'avoir une opinion nette, voire que cela exclurait d'en avoir une. La position adéquate serait donc bien plutôt de dessiner de multiples solutions : parce qu'il y aurait tant de cas possibles, allant de la plus horrible des situations à la plus admirable, ce qui devrait impliquer mille solutions adaptées à chaque cas, de l'exclusion horrifiée dans certains cas à l'admission enthousiaste dans d'autres. Mais de position de principe, non, cela serait tout à la fois impossible, car réducteur de la réalité humaine et inadéquat, car cette réalité serait si « complexe ».

Cette complexité ne serait comprise que par quelques experts qui diront ce que l'opinion publique doit penser, experts qui raconteront les cas qu'ils connaissent dans leur diversité, puisque la GPA relève de leur domaine d'expertise. Ainsi, la GPA serait une question d'expertise, dont nous ne devrions d'ailleurs pas avoir souci en ce que cela ne concerne que quelques milliers de cas, question qui ne peut être véritablement comprise que de professionnels en médecine ou en droit de la famille, et qui doit recevoir des centaines de solutions adaptées à chaque cas, solutions élaborées par ces experts.

Cela est faux. La situation de GPA est simple. Et la prise de position qu'elle appelle est également simple. Il faut faire un choix : dire *Oui* à la GPA ou dire *Non* à la GPA. C'est non seulement aisé à faire, mais c'est pour nous un devoir de le faire, car, à travers ce cas qui paraît si particulier de la GPA, c'est un choix de société qui s'opère et dont les citoyens ne peuvent être exclus, puisqu'il s'agit de déterminer quelle est la place de l'être humain dans l'organisation économique et sociale.

La réponse positive, qui conduit à admettre la pratique de la GPA, comme la réponse négative, qui conduit à exclure cette pratique, peuvent être formulées. Les deux réponses peuvent être étayées par des arguments forts. Il est essentiel de ne pas les craindre. Mais il est aujourd'hui crucial de faire ce choix collectif clairement, car à travers cette question qui paraît particulière et circonscrite de la GPA, c'est un choix de société qui est fait aujourd'hui et maintenant.

GPA : dire oui ou dire non

Si nous ne le faisons pas explicitement, par le seul jeu de nos comportements qui se superposent sur nos silences, nos ambiguïtés, notre lâcheté aussi qui se dissimule sous le prétexte de ce qui serait le discours de la « complexité », le choix se fera de lui-même.

Il est déjà en train de se faire : parce que nous n'avons pas le courage de dire clairement ce que collectivement nous voulons comme modèle de société pour nous êtres humains, nous coulons doucement vers une acceptation jour après jour, cas après cas, émiettement de règles après émiettement, exception après exception, vers un *Oui*.

Et pourquoi pas ? Pourquoi ne pas dire *Oui* à la GPA ? Il y a des arguments pour l'admettre. Mais il faut le faire clairement. En l'assumant. Dire *Oui*. Aller vers cette société-là.

Ou bien, si l'on ne le veut pas, parce que la GPA implique nécessairement un statut de la femme, de l'enfant, de l'être humain associé à une nouvelle organisation sociale que l'on ne veut pas, alors il faut dire *Non*. Et cela aussi, il faut l'assumer.

Il faut dire, savoir dire *Oui* comme il faut savoir dire *Non*. C'est cela, être responsable. Dans une société libérale, nous devons exprimer notre volonté et dire clairement ce que nous voulons.

Pour une question si importante, cette situation apodictique de la GPA conduisant à déterminer ce qui constitue la valeur d'un être humain, il n'est pas admissible de répondre à la fois *Oui* et *Non*, comme il n'est pas admissible de répondre ni *Oui* ni *Non*.

Il faut répondre nettement si le Droit, qui exprime et garde les valeurs fondamentales d'une organisation sociale et y place au cœur les êtres humains qui la composent, admet ou n'admet pas cette pratique. *Oui* ou *Non*.

Pour l'instant, à cette question il n'est plus répondu. Tandis qu'il est admissible de répondre *Non*, qu'il est admissible de répondre *Oui*, il n'est pas admissible de ne pas répondre.

L'enjeu actuel n'est donc pas d'être pour ou d'être contre. L'enjeu est d'exiger que chacun assume sa position et qu'à partir de là, en raison de l'ampleur de la question générale impliquée par la situation particulière de la GPA, le Droit, le corps social et le Politique décident de la réponse, qui implique la place de l'être humain dans le système économique et social.

Ainsi, la Californie a choisi de répondre *Oui*, renvoyant à un certain modèle d'organisation économique et sociale. Que va faire l'Europe ?

---

L'auteur s'est appuyé sur un document de travail bilingue et renvoyant à de nombreuses références techniques. Il est disponible à l'adresse suivante : <http://mafr.fr/article/gpa-dire-oui-ou-dire-non/>